

RAPPORT N° 2022/5-06
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 27 octobre 2022

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'AMELIORATION DU SITE – APPROBATION DU PROGRAMME, DU COUT PREVISIONNEL ET DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL – AUTORISATION DE SOLLICITER UNE SUBVENTION EUROPEENNE AU TITRE DU VOLET REACT-UE DU POE FEDER 2014-2020

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « promouvoir et encourager le bien-être et la santé autour de nos équipements existants »

Le Stade en eaux vives intercommunal du Bocage (SEVI) a pour mission d'accueillir et d'accompagner la pratique sportive du canoë kayak, de l'initiation (en particulier des scolaires) jusqu'au plus haut niveau, dans une démarche de consolidation et de développement et en partenariat avec les acteurs concernés du territoire.

Afin d'améliorer les conditions d'accueil et de pratique au sein de cet équipement sportif, divers travaux d'aménagement sont programmés, et peuvent faire l'objet d'un cofinancement par l'Union Européenne au titre du programme REACT-UE du POE FEDER 2014-2020, dans la mesure où le SEVI accueille régulièrement des établissements scolaires sur des créneaux qui leur sont exclusivement dédiés (action n° 10.2.8 : construction, réhabilitation, extension des bâtiments dédiés à la petite enfance, à l'éducation du 1^{er} et 2^{ème} degré, à l'enseignement supérieur, et des équipements sportifs liés aux établissements d'éducation).

DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet décrit ci-après s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de service, afin de toujours mieux répondre aux besoins des usagers, dont les publics scolaires. Il se décompose en 3 volets comme suit.

1/ Travaux d'aménagement de deux entrepôts existants

> Objectifs :

Ces travaux ont pour objectif d'augmenter la capacité de stockage sur site, les espaces actuels étant saturés.

Cet aménagement permettra ainsi de mieux répondre :

- aux besoins de stockage des embarcations et autres matériels liés à l'exploitation du SEVI ;
- aux besoins liés à la diversification prochaine des activités en eaux calmes, qui nécessitent un stockage des matériels dédiés à ces nouvelles pratiques (canoë de rivière, stand up paddle...).

> Descriptif :

Les travaux d'aménagement de deux entrepôts existants concernent :

- pour l'entrepôt 1 : la dépose d'une pergola et son remplacement par une toiture monopente ; afin de sécuriser cet entrepôt, les murs seront rehaussés par des persiennes et l'ouverture sera fermée par un portail coulissant ; des points lumineux et des prises de courant seront également installées.

- pour l'entrepôt 2 : la fermeture d'un préau par des persiennes métalliques et la pose de deux volets roulants.

Ces travaux traitent également de l'agencement et des finitions intérieures ainsi que de la modification des façades et de la toiture (pour l'entrepôt 1).

> Résultats attendus :

Les travaux d'aménagement de deux entrepôts existants augmenteront de 30% la capacité de stockage sur site des embarcations et autres matériels nautiques permettant ainsi de mieux répondre aux besoins des usagers, en cohérence avec le développement et la diversification des activités en eaux vives et en eaux calmes.

2/ Travaux de création de gradins, cheminements et issues de secours

> Objectifs :

Ces travaux ont pour objectif la mise en sécurité et en accessibilité des berges situées en rive gauche de la rivière artificielle du SEVI, afin de pouvoir y accueillir le public dans des conditions optimales, que ce soit dans le cadre de l'exploitation courante (accueil des scolaires...) ou pour des manifestations sportives locales, nationales et internationales.

> Descriptif :

Les travaux de création de gradins, cheminements et issues de secours concernent un lot de travaux en VRD incluant principalement :

- des déblais et évacuation des déblais (354 m³),
- la réalisation de cheminements piéton en dalle alvéolaire en PVC recyclé (637 m³),
- la réalisation de bordures en PVC recyclé (304 ml),
- la réalisation de murs moellons (32 m³),
- la réalisation de gradins végétalisés incluant des éléments préfabriqués en béton armé (30 m³),
- la fourniture et l'installation de 4 portails manuels de 3 m,
- un engazonnement par trainasse (184 m²).

> Résultats attendus :

Les travaux de création de gradins, cheminements et issues de secours permettront d'accueillir en toute sécurité les usagers sur les berges de la rivière artificielle, dans le cadre des activités courantes ou pour des manifestations sportives ponctuelles, ces espaces n'étant actuellement pas accessibles au public, et contribueront à l'embellissement et à la valorisation de l'ensemble du site.

3/ Fourniture de 2 pompes de 2m³/s

> Objectifs :

La rivière artificielle du SEVI est alimentée par quatre pompes (deux pompes de 4m³/s et deux pompes de 2m³/s). Ces pompes sont actionnables simultanément ou séparément, ce qui permet de moduler le débit de la rivière (et donc le niveau de difficulté) en fonction du niveau de pratique des usagers. La station de pompage étant l'infrastructure indispensable à l'exploitation du SEVI, sa fiabilisation est une priorité.

> Descriptif :

Il est prévu d'acquérir les équipements lourds suivants :

- une pompe de 2m³/s en remplacement immédiat d'une pompe hors service ;
- une pompe de 2m³/s en secours / rechange.

> Résultats attendus :

L'acquisition de ces deux pompes de 2m³/s permettra de fiabiliser durablement la station de pompage du SEVI, et de réduire significativement les interruptions d'exploitation consécutives à une défaillance d'une des pompes grâce à la disponibilité d'une pompe de secours sur site.

COUT PREVISIONNEL DU PROJET

Le coût prévisionnel de ce projet s'établit comme suit.

Les montants indiqués ci-après correspondent aux montants des marchés notifiés, à l'exception du poste « équipements lourds » (estimation).

Dépenses	Montant TTC	Montant HT
Aménagement de deux entrepôts existants		
Maîtrise d'œuvre*	8 463,00 €	7 800,00 €
Contrôle technique	2 734,20 €	2 520,00 €
CSPS	3 634,75 €	3 350,00 €
Travaux lot 1*	40 795,00 €	37 599,08 €
Travaux lot 2*	49 928,51 €	46 017,06 €
Création de gradins, cheminements et issues de secours		
Maîtrise d'œuvre*	32 278,75 €	29 750,00 €
Architecte	6 553,40 €	6 040,00 €
Contrôle technique	5 859,00 €	5 400,00 €
CSPS	3 146,50 €	2 900,00 €
Travaux lot 1 (VRD)*	194 101,78 €	178 895,65 €
Fourniture de deux pompes de 2 m³/s		
Equipements lourds*	379 750,00 €	350 000,00 €
Total	727 244,89 €	670 271,79 €
Dont dépenses éligibles au titre de l'action REACT-UE	705 317,04 €	650 061,79 €

*Dépenses éligibles

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-06-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Le plan de financement prévisionnel est établi comme suit, sur la base du montant total des dépenses éligibles du projet au titre du volet REACT-UE du POE FEDER 2014-2020.

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	CINOR*
Dépenses totales éligibles	705 317,04 €	650 061,79 €	585 055,61 €	65 006,18 €
Dépenses éligibles en %		100 %	90 %	10 %

* + préfinancement de la TVA : 55 255,25 €
+ prise en charge des dépenses non éligibles (20 210,00 € HT soit 21 927,85 € TTC)

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le programme général des travaux d'aménagement et d'amélioration du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage, tel que décrit dans le présent rapport (travaux d'aménagement de deux entrepôts existants, travaux de création de gradins, cheminements et issues de secours, fourniture de deux pompes de 2m³/s) ;
- Approuver le coût prévisionnel y afférent estimé à 670 271,79 € HT (dont dépenses éligibles : 650 061,79 € HT) soit 727 244,89 € TTC ;
- Approuver le plan de financement prévisionnel correspondant, établi sur la base des dépenses éligibles au titre de l'action n° 10.2.8 (construction, réhabilitation, extension des bâtiments dédiés à la petite enfance, à l'éducation du 1^{er} et 2^{ème} degré, à l'enseignement supérieur, et des équipements sportifs liés aux établissements d'éducation) du volet REACT-UE du POE FEDER 2014-2020 ;
- Approuver la participation de la CINOR à hauteur de 65 006,18 € HT, soit 10 % du montant total HT des dépenses éligibles, ainsi que la prise en charge par la CINOR du préfinancement de la TVA et des dépenses non éligibles ;
- M'autoriser à solliciter une subvention d'un montant de 585 055,61 €, soit 90 % du montant total HT des dépenses éligibles, auprès de l'Autorité de Gestion des Fonds Européens FEDER / REACT-UE sur la base de ce plan de financement prévisionnel.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



DECISION N° 2022/5-06
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 octobre 2022

OBJET : STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'AMELIORATION DU SITE – APPROBATION DU PROGRAMME, DU COUT PREVISIONNEL ET DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL – AUTORISATION DE SOLLICITER UNE SUBVENTION EUROPEENNE AU TITRE DU VOLET REACT-UE DU POE FEDER 2014-2020

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « promouvoir et encourager le bien-être et la santé autour de nos équipements existants »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/5-06 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-06-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme général des travaux d'aménagement et d'amélioration du Stade en eaux vives intercommunal du Bocage, tel que décrit dans le rapport de présentation (travaux d'aménagement de deux entrepôts existants, travaux de création de gradins, cheminements et issues de secours, fourniture de deux pompes de 2m³/s).

ARTICLE 2

D'approuver le coût prévisionnel y afférent estimé à 670 271,79 € HT (dont dépenses éligibles : 650 061,79 € HT) soit 727 244,89 € TTC.

ARTICLE 3

D'approuver le plan de financement prévisionnel correspondant, établi sur la base des dépenses éligibles au titre de l'action n° 10.2.8 (construction, réhabilitation, extension des bâtiments dédiés à la petite enfance, à l'éducation du 1^{er} et 2^{ème} degré, à l'enseignement supérieur, et des équipements sportifs liés aux établissements d'éducation) du volet REACT-UE du POE FEDER 2014-2020, comme suit :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	CINOR*
Dépenses totales éligibles	705 317,04 €	650 061,79 €	585 055,61 €	65 006,18 €
Dépenses éligibles en %		100 %	90 %	10 %

* + préfinancement de la TVA : 55 255,25 €
+ prise en charge des dépenses non éligibles (20 210,00 € HT soit 21 927,85 € TTC)

ARTICLE 4

D'approuver la participation de la CINOR à hauteur de 65 006,18 € HT, soit 10 % du montant total HT des dépenses éligibles, ainsi que la prise en charge par la CINOR du préfinancement de la TVA et des dépenses non éligibles.

ARTICLE 5

D'autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de de 585 055,61 €, soit 90 % du montant total HT des dépenses éligibles, auprès de l'Autorité de Gestion des Fonds Européens FEDER / REACT-UE sur la base de ce plan de financement prévisionnel.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 9 NOV 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-240740119-20221027-BC2022-5-06-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022